

*être contestées ne peuvent à elles seules faire triompher les changements politiques à partir desquels pourrait se concevoir une politique démocratique de progrès social durable ».*

*Il en découle qu'« il manque encore la concrétisation de cette volonté par l'entente de toutes les forces politiques de gauche qui pourraient, avec l'appui du mouvement syndical, devenir rapidement majoritaire et gouverner la France ».*

Voilà l'objectif après lequel court la direction de la CGT, la condition finale (« il manque encore ») mais décisive d'un changement radical. Il s'agit de préparer les élections de 73 grâce à l'Union de la Gauche ; puis de mettre en chantier la démocratie avancée du PCF qui fera son chemin dans le cadre de la Constitution réactionnaire imposée en 1958, à peine amendée.

Les objectifs du mouvement ouvrier dépendent donc d'un accord politique qui ouvre la voie à un changement radical au niveau du pouvoir. C'est ce que les directions du PCF et de la CGT appellent l'unité des forces populaires et démocratiques : Unité, ce mot exprime une aspiration profonde de la classe ouvrière. Mais on a trop souvent expliqué aux travailleurs qu'il fallait être patient et raisonnable, au nom de cette unité précisément, pour que l'on soit en droit de se demander : de quelle unité s'agit-il, comment, avec qui, et pour quoi faire ?

## UNITE ELECTORALE OU DANS L'ACTION ?

Après les élections de juin 68, Georges Marchais laissait échapper cette remarque qui est tout un programme : « chaque barricade nous a coûté 100 000 voix ». De la révolte étudiante qui contraignit le régime gaulliste à une première capitulation et frayait la voie à la grève générale ; de la grève générale qui conduisit le régime au bord de l'effondrement, le PCF n'a retenu qu'une chose : le renforcement du groupe parlementaire UDR et le retrécissement du sien. C'est sur le strict plan électoral que le PCF conçoit le renversement du pouvoir en place. En se plaçant sur ce terrain, il fait beau jeu à la bourgeoisie. Quelle est la force des travailleurs, seuls dans l'isoloir, au même titre que le patron, le policier ou la bonne sœur qui votent en même temps qu'eux et dont la voix compte tout autant ? Certes les résultats électoraux ne sont pas indifférents. Une poussée électorale en faveur des partis ouvriers traduit une activité politique plus grande chez les travailleurs, un niveau de conscience et de combativité plus élevé. Mais en aucun cas les élections ne permettent elles mêmes de modifier le rapport de force entre les classes de la société. Mai 68, comme la grève générale de juin 36, l'ont montré de façon exemplaire : seule le développement de la lutte des classes peut modifier de façon décisive le rapport des forces. Mais on nous rétorque :

*En mai et juin 68, il manquait l'entente du PCF et des socialistes sur un programme commun. Par cet argument le PCF explique qu'un « mouvement d'une ampleur inégalée » n'ait pas abouti sur un changement de pouvoir. Mais on ne peut s'allier qu'avec ce qui existe, avec des forces qui agissent. Où étaient Mitterand, Mollet, et autres socialistes en mai 68 ? Ils avaient disparu de la scène. Au plus fort de la grève générale, ils étaient sur la touche, hors jeu. Le parti socialiste n'intervenait nulle part comme force dans la lutte. Alors, il faudrait peut être poser la question : que représentent ces hommes politiques ? En période « calme », ils drainent nombre de voix des couches moyennes, et une fraction des voix ouvrières.*